

sens où Boukharine était accusé de le faire. Seulement dans quelques articles de la *Pravda*, bien après l'intervention, on s'est contenté de laisser planer cette accusation et on y ajoutait, pour être encore plus convaincant, que laisser faire O. Sik en ce qui concerne la parité des échanges commerciaux entre la Tchécoslovaquie et l'U.R.S.S., c'était appauvrir... la Tchécoslovaquie. C'est dire si les mobiles de l'intervention sont désintéressés ! Donc, il faut être clair, il n'y a dans le réquisitoire soviétique *aucun fait économique* étayant l'argumentation de retour au capitalisme. En fait « d'application créatrice » de la méthode marxiste, nous sommes transplantés dans un univers complexe et mouvant d'intentions, de pressions et d'idéologie bourgeoises. Il n'y avait pas de bourgeoisie constituée ou en constitution, certes, mais il y avait une conscience de classe bourgeoise qui risquait à terme d'accoucher de sa classe, à cause de la pression impérialiste ambiante. Il faut donc croire que lorsque des idées réactionnaires s'emparent de minorités privilégiées, elles deviennent des forces matérielles... Nous sommes là bien plus proches d'une conception policière de l'histoire que de la conception léniniste.

Pourquoi le danger était-il aussi grand en Tchécoslovaquie ? Parce que le Parti y avait perdu son contrôle dirigeant. Et comment peut-on voir ceci ? Très simplement : à la radio et dans la presse, la censure avait disparu et toutes sortes de courants pouvaient s'exprimer. Ici, il nous faut signaler une chose extrêmement importante : ne se sont exprimés publiquement que des courants qui se réclamaient du système socialiste. Le fait que les Soviétiques n'aient pu brandir que la lettre en deux mille mots de Vaculik prouve qu'ils n'ont pu trouver nulle part de trace de propagande bourgeoise. Bien sûr, nous n'avons pas la naïveté de penser qu'il suffit à un courant de se dire « socialiste » pour en servir objectivement la cause (l'exemple de Novotny le prouve), mais nous disons qu'en dehors de luttes de classes très intenses, comme en U.R.S.S. pendant la guerre civile, c'est la participation des travailleurs à la lutte politique qui doit trancher.

LA POSITION CHINOISE

L'explication chinoise a au moins un mérite : elle dénonce, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes « l'odieuse agression » perpétrée par les Soviétiques. C'est même pratiquement le seul parti communiste « officiel » à l'avoir fait. Pourtant les Chinois sont parfaitement d'accord avec la thèse de la restauration du capitalisme en Tchécoslovaquie. L'idée étant même qu'il y était davantage restauré — si on ose dire — qu'en U.R.S.S. (où pourtant domine « la clique fasciste des Brejnev et Kossyguine » !). Le conflit est alors quasiment un conflit interimpérialiste ; et c'est pour éviter que ne se noue par-dessus sa tête une alliance entre les U.S.A., la R.F.A. et la Tchécoslovaquie que le Kremlin est intervenu.

Nous examinerons plus tard, globalement, où était le « danger de contrerévolution », mais nous voulons signaler que si, dans le conflit indo-pakistanaï, les Chinois ont soutenu la bourgeoisie « la moins réactionnaire », ce qui pouvait apparaître comme une position de principe, ils ont cette fois-ci dirigé leurs coups plutôt contre les « révisionnistes » que contre les « ultra-révisionnistes ».